

Accord collectif
EXPLOITATIONS ARBORICOLES
(Salariés et apprentis)
(26 novembre 2002)

(Etendu par arrêté du 6 mars 2003,
Journal officiel du 19 mars 2003)

AVENANT N° 3 DU 4 JUILLET 2013
(CÔTES-D'ARMOR, DEUX-SÈVRES, ILLE-ET-VILAINE, LOIRE-ATLANTIQUE,
MAINE-ET-LOIRE, MAYENNE, MORBIHAN, SARTHE ET VENDÉE)

NOR : AGRS1397154M

Entre :

La fédération régionale des producteurs de fruits de l'Ouest,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 4 « Incapacité permanente » sont abrogées et remplacées par :

« En cas d'attribution d'une pension d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3, ou d'une rente accident de travail, pour un taux d'incapacité au moins égal à 66,66 %, les salariés bénéficient d'une pension complémentaire mensuelle incapacité permanente égale à 20 % du 1/12 des rémunérations perçues au cours des quatre trimestres civils précédant l'arrêt de travail. »

Article 2

Les dispositions de l'article 6 « Financement des garanties » sont abrogées et remplacées par :

« La garantie est financée par une cotisation égale à 1,18 % des rémunérations brutes versées à l'ensemble des salariés, dont 0,65 % au titre de l'incapacité temporaire, 0,09 % au titre de l'assurance des charges sociales patronales, 0,24 % au titre de l'incapacité permanente et 0,20 % au titre de la garantie décès.

A titre exceptionnel et temporaire, afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,30 % qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié dans les conditions suivantes : 0,15 % à la charge du salarié et 0,15 % à la charge de l'employeur.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 24 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée.

La ventilation de la cotisation de 1,18 % est définie comme suit :

Incapacité temporaire :

- 0,29 % supporté par l'employeur ;
- 0,36 % supporté par le salarié.

Cette répartition tient compte du fait que doit rester intégralement à la charge de l'employeur la fraction de cotisation finançant la garantie légale résultant de l'application des dispositions prévues par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail ainsi que les indemnités journalières complémentaires au régime obligatoire de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,09 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Incapacité permanente :

- 0,16 % supporté par l'employeur ;
- 0,08 % supporté par le salarié.

Décès :

- 0,08 % supporté par l'employeur ;
- 0,12 % supporté par le salarié. »

Article 3

Les dispositions de l'accord et de ses avenants non reprises dans le présent avenant demeurent applicables.

Article 4

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Il entrera en vigueur le premier jour du trimestre suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Angers, le 4 juillet 2013.

(Suivent les signatures.)